

Je complète ma contribution sur le sujet des gilets jaunes suite à la réunion CAL de lundi dernier.

Il y a 2 moments dans ce mouvement, la phase de revendications sociales en novembre et la phase de plus en plus violente depuis mi-décembre.

CAL ne peut rester insensible et inactif sur ces 2 aspects.

LA PHASE VIOLENTE

CAL doit avoir une position claire, nette et précise sur la phase violente. La radicalisation religieuse a été combattue sans ménagement, il doit en être de même pour cette radicalisation en cours qui pourrait prendre une tournure insurrectionnelle et tragique avec le concours de quelques excités prêts à tout. On est passé d'une revendication sociale (justifiée pour certains points, on y reviendra plus loin) à une mise en cause de notre constitution, de notre république et du résultat d'élections démocratiquement tenues. Les exactions ne sont plus sporadiques et minoritaires mais la marque de fabrique des manifestants des derniers samedis.

On a l'impression que certains (minoritaires ?) aspirent au « grand soir » (extrême gauche) et d'autres à « la révolution nationale » (extrême droite). Les actes inciviques (manifestations non déclarées, profanation de l'arc de triomphe, destruction de radars, incendies de péages) et violents (attaques d'espaces publics et privés, invectives de journalistes, actes violents à l'égard des forces de l'ordre, menaces de mort adressées à des élus...) se multiplient. En outre, ces actes violents désorganisent le commerce, impactent l'économie française et fragilisent en conséquence les budgets sociaux. Il est d'ailleurs inquiétant que les populistes au pouvoir en Italie ainsi que Trump soient aux anges et que RT (télévision russe en France) couvre avec sympathie les manifestations. Ce climat est malsain et délétère, personne n'y gagnera et certainement pas les gilets jaunes protestataires sociaux du début. CAL, encore une fois, doit avoir une position sans équivoque et doit dénoncer les exactions et s'inscrire dans la défense de la République menacée.

LES REVENDICATIONS SOCIALES

Il est difficile d'appréhender les difficultés de fin de mois de millions de français de la classe moyenne « basse » quand, sans être un nanti, on perçoit pour un couple actif ou retraité des revenus mensuels supérieurs à 5000 euros voire plus. On peut objecter que la France est le pays qui redistribue le plus, que ce n'est pas la faute de la collectivité si des femmes élèvent seules 4 enfants, que dans d'autres pays du monde des couples vivent avec une centaine d'euros/mois, que les services (Enseignement, santé...) sont d'accès facile.

Cela est vrai mais n'est pas tenable pour la 5^{ème} économie du monde qui doit être plus juste et fraternelle.

Ce message de demande de plus de justice a été passé par les gilets jaunes de novembre. Le message doit être entendu.

Que peut faire CAL à son modeste niveau. Certainement pas aller sur les ronds points, c'est trop tard et inutile, Je prendrai pour exemple l'expérience d'une députée de Lorraine qui

ayant obtenu un tract GJ a un rond point d'Essey a organisé une réunion dans sa permanence avec des GJ en s'appuyant sur ce tract. Une partie des GJ présents ignorait ce tract, une autre partie le contestait !!! Comment communiquer dans ces conditions ?

Par contre, nous pourrions peut-être travailler sur un document bien structuré et correctement rédigé aperçu sur le site de « Yann Laurans gilets jaunes »

Il se présente sous la forme d'un tableau à 5 lignes et 4 colonnes et 20 propositions : pouvoir d'achat, justice fiscale, référendum d'initiative populaire, justice démocratique et justice sociale.

Bien sûr, certaines propositions sont discutables mais l'analyse de ce document serait une bonne base pour un travail de groupe en vue d'alimenter le grand débat national qui doit commencer la semaine prochaine auquel je pense que CAL se doit de participer.

Jp vautrin janvier 2019

PS à mon grand regret, je n'arrive pas à joindre le tableau concerné. Il est sur mon site facebook et sur le site des Gilets jaunes (Yann Laurans)